

**« SINGAPOUR-MALAISIE-INDONESIE : EQUILIBRES
STRATEGIQUES ET SCENARI D'EVOLUTION A 10-20 ANS**

Rapport final

Valérie NIQUET

Directrice de recherche à l'IRIS

Marché sans formalités préalables n° 2003/058

**« SINGAPOUR-MALAISIE-INDONESIE : EQUILIBRES STRATEGIQUES ET
SCENARII D'EVOLUTION A 10-20 ANS »¹**

Introduction

Plus de cinq ans après la crise économique qui a frappé la région en 1998, la situation en Asie du Sud-Est (ASE) demeure marquée par les risques d'instabilité au niveau économique, aux niveaux social et politique et au niveau stratégique. La crise de 1998 et ses suites, notamment sous la forme de l'intervention d'organismes financiers extérieurs à la région comme le FMI a en effet libéré un ensemble de frustrations diverses qui sont aujourd'hui encore loin d'être comblées. Si, d'une manière générale on a pu constater une tendance générale à l'évolution vers plus de démocratie, en dépit des difficultés de mise en place et de fonctionnement de ce type de régime, si certains problèmes essentiels en matière de sécurité ont pu être résolus comme celui de Timor oriental qui ne grève plus aujourd'hui les capacités limitées des forces armées indonésiennes, de nouveaux enjeux de sécurité sont venus se greffer, notamment après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, sur ce terrain difficile.

La région elle-même a été directement touchée, notamment lors des attentats de Bali et de Jakarta en 2003, pouvant ainsi apparaître comme le « ventre mou » du terrorisme international et justifiant la volonté des Etats-Unis d'en faire le second front de guerre contre le terrorisme international. Cette analyse, qui fait de l'ASE l'épicentre de la menace terroriste, et tend à assimiler islam, intégrisme et terrorisme est toutefois en partie contestée par les chercheurs

¹ Cette note finale a été élaborée à partir des matériaux recueillis lors du séminaire organisé par l'IRIS le 5 juillet 2004.

issus de la région elle-même.² Ces derniers ont tendance à remettre en cause le caractère nouveau des menaces auxquelles les gouvernements de la région sont aujourd'hui confrontés, ainsi que la spécificité « islamiste » de mouvements insurrectionnels présents sous des formes diverses, politiques, indépendantistes ou religieuses, depuis les indépendances.

Par ailleurs, la guerre contre le terrorisme international et ses manifestations dans la région, répond aussi à des motivations politiques de contrôle interne qui tendent à nier les causes économiques, sociales et politiques, de la radicalisation de certains mouvements. Dans ce cas, la menace apparaît comme plus « construite » et instrumentalisée que réelle. Mais au-delà de cet « angélisme », ou de cette vigilance face aux dérives répressives ou totalitaires, la réalité de cette menace, et la nécessaire mise en place de réponses efficaces, ne peut être niée.

Parmi les menaces auxquelles la région - et notamment les trois pays traités - est confrontée, la menace liée au terrorisme islamiste est toutefois loin d'être la seule et une typologie des menaces doit également inclure les menaces intra-régionales et les tensions bilatérales qui n'ont pas disparues et continuent d'entretenir un climat de suspicion nuisible à toute action collective ou multilatérale réellement efficace. Cette typologie doit également prendre en compte les inquiétudes qui se développent face à la montée en puissance des acteurs extérieurs, au premier rang desquelles la République populaire de Chine qui apparaît dans la zone à la fois comme une opportunité impossible à négliger mais également comme un facteur préoccupant de déséquilibre régional potentiel.

Enfin, face à ces risques le rôle majeur joué par les Etats-Unis qui apparaissent à la fois comme un facteur d'équilibre et comme un repoussoir pour certains Etats de la région, doit également être pris en compte.

² Bruce Hoffmann, *Newsweek*, janvier 2004.

C'est en fonction de l'ensemble de ces éléments, qui président aux scénarios d'évolution du paysage stratégique, que se mettent en place les politiques de défense des différents Etats de la région, y compris dans leur dimension de stratégie d'acquisition.

I. Typologie des menaces perçues au niveau régional

L'Asie du Sud-Est se trouve donc confrontée à un ensemble de menaces qui doit toutefois être hiérarchisé en fonction de leur degré d'urgence à plus ou moins long terme. A court terme, les menaces les plus pressantes sont d'ordre essentiellement intra régional.

³Ces menaces concernent les risques liés au terrorisme, à la subversion, ou aux mouvements séparatistes. Liées à l'ensemble de ces éléments, on trouve également les menaces traditionnelles (piraterie) ou nouvelles (attentat) qui pèsent sur la sécurité du trafic maritime dans la région.

A un autre niveau, toujours d'ordre interne à la région, on trouve la persistance de tensions bilatérales plus traditionnelles. Enfin, à plus long terme, la montée en puissance – dans toutes les dimensions du terme – de la République populaire de Chine est également perçue comme une menace à prendre en compte dans les programmes de développement des capacités militaires des pays de la région.

Acteurs extérieurs mais omniprésents, les Etats-Unis possèdent également aux yeux de certains Etats de la zone cette double dimension d'acteurs incontournables et de source de malaise.

³ Des liens peuvent être établis avec des groupes radicaux externes mais au niveau des mouvements de subversion politique par exemple, le rôle d'Etats extérieurs à la zone est aujourd'hui quasi inexistant, contrairement à ce qui était le cas pour les mouvements de subversions communistes des années 1960-1970 soutenus, en pleine guerre froide et conflit sino-soviétique par Pékin ou par Moscou.

1. Menaces à court et moyen terme

- Les fragilités internes

Menace directe ou facteur d'instabilité, les fragilités internes de nombreux Etats de la région constituent une première et importante source d'incertitudes. En dépit des progrès accomplis depuis la crise de 1998, la croissance demeure relativement incertaine, y compris pour Singapour qui jouit toutefois d'un PIB et d'un dynamisme économique très supérieurs à ceux de ses voisins.⁴ Découlant de ces incertitudes économiques, la situation sociale et politique demeure relativement fragile, fragilité aggravée par le déficit de légitimité des autorités, largement touchées par les problèmes généraux de « gouvernance » et de corruption notamment en Malaisie et en Indonésie.⁵ Cette fragilité pourrait toutefois se trouver renforcée par les incertitudes du processus de transition politique dans lequel les trois pays concernés sont engagés soit à la suite d'élections récentes soit à plus long terme.⁶

En Indonésie, le processus de démocratisation se situe encore dans une phase de transition et souffre de nombreuses lacunes, toutefois, contrairement aux craintes souvent exprimées, le processus démocratique est en marche et se manifeste en particulier par une participation importante, supérieure à 75%, au processus électoral. Au niveau de la répartition territoriale du pouvoir, les stratégies de décentralisation, mises en place depuis 1998, et destinées notamment à mettre en place une meilleure répartition des revenus des ressources naturelles entre le centre et la périphérie sont ambitieuses mais n'ont pas permis d'enrayer toutes les menaces de désintégration qui pèsent sur l'archipel. Par ailleurs, l'affaiblissement du pouvoir central pendant cette période de transition a autorisé le renforcements de trafics divers et la constitution de « zones grises » qui peuvent servir de sources de financement et de refuge aux

⁴ Voir tableaux généraux en annexes.

⁵ Patricia Martinez, *Destabilizing factors and the Evolution of the Political Situation in Malaysia*.

⁶ Elections présidentielles en Indonésie, élections législatives en Malaisie et succession du Premier ministre Mahathir, transition à terme du pouvoir à Singapour de Goh Chok Tong à Lee Hsien Loong.

groupes les plus radicaux, faisant ainsi en effet de l'Asie du Sud-Est maritime et particulièrement de l'Indonésie une sorte de « ventre mou » de la résistance au terrorisme international.⁷

Pour certains analystes, c'est donc au niveau de la gouvernance que se situerait la menace principale à laquelle seraient confrontés les pays de la région, la question du développement et de la répression l'emportant sur une éventuelle menace terroriste dont l'instrumentalisation par les autorités en place à Singapour, en Indonésie ou même en Malaisie est dénoncée.⁸ Au-delà, le phénomène terroriste peut également se nourrir, en termes de recrutement, de frustrations sociales non résolues notamment dans la jeunesse éduquée.⁹

Dans le cas de Singapour qualifié par certains d'« Etat paranoïaque », la construction consciente d'une menace extérieure appartiendrait directement au processus de légitimation du pouvoir, processus aboutissant à une véritable « militarisation » de la société, permettant ainsi un renforcement du contrôle social. Dans ce cadre d'analyse, ce serait donc au contraire les autorités elles-mêmes, et les forces armées, qui pourraient constituer une menace pour les équilibres nationaux et régionaux. Renforçant ce risque, les problèmes de gouvernance, notamment en Indonésie, se trouveraient également à l'origine d'un processus d'islamisation d'une partie des forces armées sur le modèle pakistanais.¹⁰

En ce qui concerne la réalité de la menace terroriste, ces analyses contestent donc les thèses en vigueur, notamment aux Etats-Unis, selon lesquelles la menace terroriste islamiste constitue bien le premier défi de sécurité de la région.

- La menace terroriste islamiste : deux visions qui s'opposent

- La négation de la gravité, de la spécificité et de l'urgence de la menace

⁷ Philippe Vermonte, *Destabilising Factors and the Evolution of the Political Situation in Indonesia*.

⁸ Ross Worthington, *Strategies of Governance and Prospects for the Future in Singapore*

⁹ Voir Patricia Martinez.

¹⁰ Ross Worthington et Andrew Tan, *non Traditional Security Issues and terrorism : What Answers for the Region*.

Dans un premier cas, la nouveauté de la menace terroriste, y compris dans sa dimension islamiste est niée. Au contraire, selon ces thèses, les menaces auxquelles l'ASE fait face s'apparentent aux menaces insurrectionnelles de type politique ou séparatiste auxquelles la région a été de longue date confrontées avant même les attentats du 11 septembre et la montée en puissance de la mouvance al Qaïda. La dimension religieuse du terrorisme islamiste peut apparaître comme nouvelle, mais elle ne constitue en réalité qu'une dimension supplémentaire, d'origine plus exogène, qui se superpose et se nourrit de phénomènes connus plus anciens dont les causes trouvent leurs racines dans un sentiment de frustration généré par les dysfonctionnements économiques, sociaux et politiques et de partage des ressources.

Par ailleurs, contrairement à une vision pessimiste de l'évolution de la situation de sécurité au niveau régional et notamment en Indonésie, la menace insurrectionnelle a eu tendance à se réduire dans la dernière période, notamment en Indonésie avec la fin de la crise timorienne et l'apaisement relatif des rébellions armées en Papouasie, à Ambon, aux Moluques et à Sulawesi, tendant ainsi à accréditer les thèses de ceux qui dénoncent des facteurs de risques plus nationaux, liés aux dysfonctionnements du système politique, qu'extérieurs.¹¹

De même en Malaisie, la victoire marquée de la coalition multipartite et multiethnique du BN (Barisan National) lors des élections de 2004, notamment face au Parti islamiste PAS qui a connu un mouvement de reflux par rapport aux élections de 1999 et a perdu l'un de ses fiefs, l'Etat de Terengganu,¹² ainsi que la mise en place d'un processus apaisé de passage du relais entre l'ancien Premier ministre, Mahathir, et Abdullah Ahmad Badawi, qui se proclame favorable à un « islam progressif », en rupture avec les précédentes tentations du pouvoir en faveur d'un renforcement de l'influence de l'islam et de la loi islamique dans la société civile au mépris de certains droits des non-musulmans, constituent des signes positifs d'évolution de

¹¹ Voir Andrew Tan.

¹² Le PAS n'est plus majoritaire qu'au Kelantan.

la situation politique dans le sens d'une plus grande stabilité.¹³ Face aux menaces terroristes et insurrectionnelles, la solution résiderait donc dans un renforcement de la démocratie, seule capable de traiter les racines du mal, et non dans un renforcement de la répression accordant une importance plus grande encore à l'outil militaire et répressif.

Les insurrections locales constituent en effet un phénomène ancien qui a pu revêtir plusieurs formes comme les insurrections communistes toujours actives aux Philippines ou l'insurrection Hmong au Laos. Les références islamistes ne constitueraient dans ce cadre d'analyse que l'un des derniers avatars de ce type de phénomène récurrent, soit ancien comme dans le cas de la rébellion Moro aux Philippines ou la spécificité musulmane s'oppose à la majorité catholique, soit plus récent. Ainsi dans le cas de la rébellion à Aceh, qui s'est développée depuis 1975, si la dimension religieuse existe, elle demeure subordonnée à la dimension nationaliste contre la domination centrale de Java, et l'influence de la mouvance al Qaïda à Aceh serait aujourd'hui extrêmement réduite.¹⁴ Ce faisant, ce type d'analyse nie la radicalisation religieuse de ce type de mouvement, qui peut servir de terrain d'action ou de repli à des groupes extrémistes ou terroristes extérieurs. On retrouve également ce phénomène de radicalisation religieuse de mouvements initialement nationalistes dans la province musulmane chinoise du Xinjiang par exemple.

- Un rapport ambigu à l'islam

Lié à cette volonté de minimiser le caractère spécifique ou nouveau des menaces liées aux terroristes islamistes, il existe un débat sur la place et le rôle de l'islam en Asie du Sud-Est, débat particulièrement actif en Malaisie. Les références à l'islam en Asie du Sud-Est comportent en effet une dimension identitaire importante à la fois pour certains gouvernements de la région, mais également pour un ensemble de groupes ou mouvements

¹³ Voir Patricia Martinez.

¹⁴ Voir Andrew Tan.

revendicatifs, comme à Aceh, où les références à l'islam du mouvement indépendantiste servent également à exprimer une identité spécifique face à un pouvoir central non-religieux. L'exemple de la Malaisie est à ce titre significatif dans la mesure où les autorités malaisiennes ont été tentées – selon un processus proche là encore du modèle pakistanais – par une stratégie de suivisme des mouvements les plus radicaux, dans un objectif de re-légitimation du pouvoir notamment au sein de la communauté malaise, en contradiction avec la stratégie traditionnelle d'unité nationale par delà les particularismes ethniques et religieux du Premier ministre Mahathir. Par ailleurs, la Malaisie a pu également servir de refuge, essentiellement dans l'Etat du Sabah, à des groupes militants extérieurs tels les membres du Front islamique Moro aux Philippines, les militants du parti pour l'indépendance de Aceh en Indonésie, mais également les groupuscules actifs en Birmanie et au sud de la Thaïlande, même si l'assimilation entre réfugiés et islamisme radical ne peut être automatique.¹⁵

Si les autorités malaisiennes ont adoptées une politique relativement complaisante à l'égard de ce type de phénomènes à la fin des années 1990 – qui a coïncidé avec la montée en puissance de la contestation islamiste au sein du monde malais – une réaction de prudence s'est toutefois produite à partir du début des années 2000, à la suite des différents attentats revendiqués par al Qaïda en Afrique puis aux Etats-Unis.

Mais les références à l'islam, souvent formulées en des termes particulièrement provocateurs contre l'influence juive et les Etats-Unis assimilés à une ingérence extérieure insupportable dans les mois qui ont suivi la crise de 1998, le soutien aux « causes arabes » et à la Palestine de la part de l'ancien Premier ministre Mahathir, et une politique très active au sein de l'Organisation de la conférence islamique, correspond également à une instrumentalisation de l'islam en tant que facteur d'identification face à - ou contre - l'Occident. A un autre niveau, cette référence radicalisée à l'islam, permet également à certains dirigeants du Sud-Est

¹⁵ Voir Patricia Martinez

asiatique de se positionner favorablement au sein de la communauté religieuse musulmane, face à un monde arabo-musulman qui se présente souvent comme seul fidèle aux dogmes, en donnant en quelque sorte des « gages » à la cause de l’islam.

Au niveau de la population, l’adhésion aux discours de l’islamisme radical, notamment à travers le soutien à des partis politiques radicaux tels que le Majelis Mujahiddin Indonesia de Abu Bakar Bashir en Indonésie, ou le Laskar Jihad, permet également d’exprimer les frustrations accumulées face aux réels problèmes sociaux d’exclusion du marché du travail, de mauvaise gouvernance et de corruption, notamment au sein d’une jeunesse parfois éduquée à l’étranger et notamment dans les universités du Moyen-Orient.¹⁶ Cette adhésion est également favorisée par une politique de soutien et d’aide sociale mise en place par les mouvements radicaux selon une stratégie d’occupation du terrain social.

Dans les deux cas, sur la scène internationale pour les autorités, sur la scène politique interne pour la population, l’islam est essentiellement rattaché à un processus de légitimation, d’identification et d’appartenance à une communauté.¹⁷ Mais si elle doit être analysée avec prudence, cette radicalisation de l’islam en ASE ne peut être niée, ni le fait que le terrain politique, social et religieux favorise la survie et le développement d’une menace terroriste renforcée, liée à un islamisme radical interne ou importé.¹⁸

- Amorces d’une convergence sur la réalité de la menace

En effet, les problèmes de puissance et de capacité d’action de l’Etat auxquels sont confrontés un certain nombre de sociétés du Sud-Est asiatique particulièrement en Indonésie mais également dans une certaine mesure en Malaisie, la porosité des frontières maritimes, la faiblesse des autorités mais également la corruption des forces de police et des forces armées

¹⁶ Ainsi, plus de 95 000 étudiants ayant étudié en Jordanie sont retournés en Malaisie avec des espoirs de travail très limités en dehors de la bureaucratie islamique, Voir Patricia Martinez.

¹⁷ Idem.

¹⁸ En termes de financement, l’Arabie saoudite est très présente, particulièrement pour le financement des écoles et universités islamiques en Malaisie.

font de l'ensemble de la région une « zone grise » favorable à l'éclosion de tous types de trafics. Ces trafics constituent eux-mêmes des sources de revenus pour les mouvements terroristes, favorables également à la constitution de bases de repli dans les zones les moins bien contrôlées pour ces groupes. L'influence de groupes extérieurs ne peut donc être niée et on peut considérer que le monde malais en Asie du Sud-Est, fragilisé par la crise économique, sociale et politique de 1998, mais également démographiquement important et riche en ressources naturelles a pu constituer l'une des cibles d'implantation de la mouvance al Qaïda, même s'il est potentiellement contre-productif et dangereux d'assimiler l'ensemble de la communauté musulmane de la région à une base de soutien « naturel » aux manifestations du terrorisme islamiste.

En Asie du Sud-Est comme ailleurs, la menace du terrorisme islamiste et les synergies internationales qui se sont mises en place avec des groupes du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud ont été fortement facilitées par les progrès technologiques en matière de communication et de télécommunication. Même de façon parfaitement légitime, le fait que Al Jezira soit devenu, selon les termes de Patricia Martinez, le CNN du monde malais, ne peut que contribuer à la constitution d'une identité musulmane transfrontalière et au partage de l'ensemble des frustrations qui peuvent toucher cette communauté, de l'Irak à la Palestine, sujets qui étaient traditionnellement moins ressentis en Asie du Sud-Est.

Concrètement, il semble donc que l'influence de la mouvance al Qaïda, à un degré qui demeure toutefois difficile à estimer, se soit exercée sur au moins deux mouvements terroristes, le *Kampulan Mujahidin Malaysia* en Malaisie, qui serait en réalité le bras armé clandestin du parti officiel PAS depuis la fin des années 1980, et la *Jemaah Islamiya* dont des cellules sont implantées dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie, où les cellules n'ont pas disparus, et à Singapour.¹⁹ Les attentats organisés à Bali et à Jakarta

¹⁹ Tim Huxley, *General Securities issues in the Region and the Defence Policies of Singapore, Malaysia and Indonesia*.

démontrent par ailleurs la réalité de la menace et l'existence de similitudes très étroites avec les modes opérationnels de la mouvance al Qaïda, tant dans le choix des cibles que dans le mode opérationnel et le nombre des victimes.

On peut donc reconnaître la coexistence de phénomènes terroristes nouveaux et plus anciens, mais on ne peut que constater le renforcement des manifestations les plus nouvelles liées au terrorisme musulman par rapport aux insurrections plus anciennes qui ont tendance à diminuer d'intensité. De plus, les manifestations les plus récentes de cette forme de terrorisme imposent de prendre en compte des menaces qui toucheraient directement aux intérêts de la communauté internationale et notamment celle du terrorisme maritime.

- La problématique de la sécurité maritime

Les risques liés au terrorisme maritime se trouvent renforcés par les difficultés du contrôle territorial par les Etats, aux niveaux terrestre ou maritime, dans un contexte de définition floue des zones relevant de chaque Etat, telles et notamment les zones économiques exclusives. Le nombre des actes de piraterie recensés au niveau régional, notamment dans les eaux territoriales indonésiennes est un signe grave de ces difficultés de contrôle de l'espace territorial maritime. La problématique du terrorisme maritime ne peut donc être totalement coupée de l'ensemble de la problématique de la sécurité sur mer en Asie du Sud-Est. Les caractéristiques géographiques, l'étroitesse des détroits favorisent en effet la constitution traditionnelle de refuges pour les pirates et la possible mise en place d'opérations terroristes.

En la matière, les menaces les plus généralement évoquées concernent un possible attentat terroriste contre les installations portuaires à Singapour ou le blocage de l'un des détroits par un attentat contre un très gros bâtiment. Même si l'importance des conséquences, notamment dans ce dernier cas, est niée par un certain nombre d'analystes, il est certain que, symboliquement, ce type d'attentat ne pourrait que jouer sur le sentiment d'insécurité

régionale et internationale. Ceci d'autant plus que, pour des pays comme le Japon par exemple, la voie des détroits d'Asie du Sud-Est demeure aujourd'hui la voie exclusive des importations de pétrole du Moyen-Orient qui représentent plus de 80% de la consommation énergétique de l'archipel. Si bien entendu la possibilité de contournement au large de l'Australie existe, outre l'augmentation des coûts et des temps de transport, l'impact psychologique en terme de sentiment de vulnérabilité ne pourrait être que considérable.

Dans le cas de Singapour, une prospérité économique fondée sur les services, notamment les services portuaires, et les exportations pourrait se trouver gravement remise en cause par un attentat terroriste de ce type, même si les conséquences matérielles devaient en être relativement limitées.

Au niveau stratégique, cette zone des détroits est également très importante pour les Etats-Unis dont le dispositif militaire, en se globalisant, tend à intégrer les bases américaines en Asie, notamment au Japon, aux dispositifs dans l'Océan indien et au Moyen-Orient, particulièrement en cas de conflit. De fait, pour les Etats-Unis, en opposition avec certaines analyses de la situation régionale, la menace d'un attentat terroriste sur mer constitue un sujet de préoccupation prioritaire.

En terme de « faisabilité », les attentats du 11 septembre ont en effet démontré que al Qaïda disposait de la capacité d'organiser, sans difficulté majeure, ce type d'attentat spectaculaire tel que l'explosion d'un cargo transportant des produits chimiques dans le port de Singapour ou le blocage du détroit de Malacca par l'explosion d'un superpétrolier. Ce type de menace doit donc être prise en compte dans les politiques de sécurité des pays de la région, même si des pays comme l'Indonésie ou la Malaisie, ainsi que certains analystes de la région, ont tendance à refuser toute dramatisation en la matière, et particulièrement toute dramatisation qui se traduirait par un interventionnisme accru des Etats-Unis en matière de sécurité.

- Les tensions bilatérales

Si elles n'apparaissent pas comme la première source de risques, les tensions bilatérales qui persistent entre les Etats de la région constituent toutefois l'un des facteurs importants de développement des capacités militaires des pays de la région et de l'élaboration de leur politique de défense. Les tensions continuent en effet d'exister entre Singapour et la Malaisie mais également, bien que dans une moindre mesure, entre la Malaisie et l'Indonésie. En outre ces « menaces » perçues sont d'ordre différent.

Dans le cas de la Malaisie et de l'Indonésie, la menace principale provient notamment de la crainte, du côté malais, d'un afflux non contrôlé de réfugiés en provenance d'une Indonésie non stabilisée ainsi que d'un « débordement » des crises indonésiennes sur le territoire malais, y compris dans la dimension terroriste islamiste.

Entre Singapour et la Malaisie principalement, mais également avec l'Indonésie, on trouve d'une part des rivalités territoriales « traditionnelles » qui alimentent encore quelques escarmouches. D'une manière générale, il semble persister à Singapour, au moins dans les milieux liés à la défense et à la sécurité, un sentiment de vulnérabilité et d'isolement dans un environnement potentiellement hostile, qui s'explique aussi par les très importantes différences de niveau de vie, face au monde malais.

La menace terroriste, en provenance de ce même monde malais est donc venue renforcer un sentiment d'inquiétude et de méfiance préexistant. Poussé à l'extrême, cette crainte se traduit par la formulation d'hypothèses concernant la mise en place possible à plus long terme d'un régime islamiste radical en Malaisie ou dans certaines portions du territoire indonésien. De plus, ce sentiment de vulnérabilité et d'isolement n'a pu qu'être renforcé par les épisodes des pogroms antichinois, et l'afflux de réfugiés d'origine chinoise à Singapour, dans les semaines qui ont suivi la crise économique de 1998. Si les analystes malais récusent cette vision alarmiste de l'environnement de sécurité de Singapour, le manque de confiance au niveau

bilatéral est indéniable et ne peut que nuire à la mise en place de stratégies communes de lutte contre le terrorisme ou les menaces transnationales qui touchent à la sécurité sur mer dont nous avons vu l'importance stratégique pour l'ensemble des pays de la région.

Mais ce manque de confiance et la montée des tensions se trouveraient en partie limités par le fait que Singapour et la Malaisie sont tous deux intégrés aux pactes des cinq nations qui fournit un cadre de dialogue relativement apaisé. Par ailleurs, le cadre institutionnel de l'ASEAN et de l'ARF fournit également un exutoire aux tensions possibles.

Mais au-delà de ces menaces existantes, on peut distinguer un second niveau de menaces à plus long terme, qui pourrait jouer un rôle fédérateur au niveau régional et qui concernent « les puissances extérieures » au premier rang desquelles la République populaire de Chine.

2. Menaces à plus long terme : les puissances extérieures

- **La République populaire de Chine**

Il s'agit là de menace géographiquement plus éloignée et moins pressante. Toutefois, l'attitude des trois pays analysés à l'égard de la montée en puissance de la Chine et d'un activisme chinois de plus en plus prégnant en Asie du Sud-Est, demeure caractérisée par l'ambivalence comme pour l'ensemble des pays d'Asie. Les sentiments de méfiance à l'égard de la Chine sont anciens, longtemps motivés par des raisons idéologiques qui ont pour une très large part disparues aujourd'hui. Mais pour les pays de la région, et notamment la Malaisie et l'Indonésie, l'existence d'une forte communauté chinoise d'outre-mer économiquement puissante a également constitué de longue date l'un des fondements de ce sentiment de méfiance à l'égard de la Chine. En période de crise, la tentation de faire des acteurs économiques chinois et de la communauté chinoise dans son ensemble un « bouc émissaire » aux yeux de la population non-chinoise, demeure vive comme l'ont démontré les

violentes réactions anti-chinoises, très mal maîtrisées par les autorités, qui se sont produites lors de la crise de 1998.

Pour ces raisons anciennes mais aussi pour des raisons plus récentes qui tiennent à la montée en puissance économique, politique et militaire de la Chine, la RPC est donc perçue à la fois comme une source d'opportunités à saisir dans le domaine économique mais également comme une menace à plus long terme, même s'il s'agit d'une menace essentiellement indirecte provoquée par les risques d'implication ou de déstabilisation régionale en cas de conflit avec Taiwan par exemple.

La perception de cette menace chinoise se trouve renforcée par le fait que l'Asie du Sud-Est constitue une cible majeure de la stratégie d'influence de la RPC en Asie. Les autorités chinoises mettent en avant le concept d'émergence pacifique, dans l'objectif d'imposer l'image d'une puissance chinoise bénigne, dont l'émergence ne peut être que bénéfique pour l'ensemble de la région, notamment au niveau économique. Mais cette puissance cherche à s'exercer dans une sphère d'intervention présentée comme d'intervention « naturelle » de la Chine depuis l'époque impériale. C'est cette volonté manifeste de la part de Pékin de retrouver une position centrale en Asie et, à terme, d'obtenir un retrait de toute puissance extérieure concurrente au premier rang desquels les Etats-Unis, qui peut provoquer l'inquiétude des pays d'Asie du Sud-Est.

Ces derniers en effet ne sont pas prêts, pas plus d'ailleurs que le Japon ou même la Corée du Sud, à entériner l'évolution du paysage stratégique en Asie qui irait dans le sens de la reconnaissance de la domination chinoise dans la région.

Par ailleurs, si la Chine se présente comme une puissance pacifique et source d'opportunités pour l'ensemble de la région, la pratique de sa stratégie d'influence apparaît en réalité comme agressive et peu soucieuse des intérêts multilatéraux. Ainsi, la stratégie chinoise de développement unilatéral du Mékong, provoque une forte réaction de méfiance, même s'il

s'agit d'une méfiance impuissante, au sein l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est pour qui le Mékong représente un intérêt économique vital pour plus de 80% de la population qui vit le long de son cours.²⁰

Au niveau économique, si la Chine en proposant la mise en place d'un accord de libre-échange avec l'ensemble des pays de l'Asean pour 2010 fait miroiter l'ouverture du marché chinois aux produits de la région, nombre d'acteurs économiques régionaux craignent au contraire une mainmise complète de la RPC sur l'économie des pays d'Asie du Sud-Est les moins performants. Cette crainte se double encore une fois du fait qu'au sein de ces pays, la majorité des acteurs économiques favorables au renforcement des échanges avec la RPC sont eux-mêmes, ethniquement, d'origine chinoise.²¹ Pour l'Asie du Sud-Est continental plus que pour l'Asie du Sud-Est maritime, cette crainte d'une pénétration économique accrue se double par ailleurs de la crainte d'une pénétration et d'une volonté de contrôle politique.

La RPC a en effet un certain nombre d'objectifs de sécurité en Asie du Sud-Est, qu'elle tente de plus en plus clairement d'imposer. Au premier rang de ces objectifs on trouve la volonté d'aboutir à un relâchement des liens des différents pays de la région avec les Etats-Unis, à la fois pour des raisons de lutte d'influence mais également parce que pour la RPC la sécurité énergétique du pays dépend de plus en plus de la sécurité des voies de communication maritimes qui transitent par un ensemble sud-est asiatique contrôlé par les Etats-Unis. Quel que soit le réalisme de ce type de scénario, les stratèges chinois s'inquiètent de plus en plus ouvertement d'un éventuel blocage des voies de communication maritimes par les Etats-Unis en cas de conflit avec Taiwan. L'Asie du Sud-Est dans son ensemble, mais particulièrement l'Asie du Sud-Est maritime, apparaît donc bien comme un objectif important de la stratégie d'influence de la RPC en raison des intérêts économiques existant, notamment dans le secteur du pétrole et du gaz avec l'Indonésie où les entreprises chinoises sont de plus en plus

²⁰ *Kyodo*, News on the web, 17/10/04.

²¹ Entretien avec Yang Baoyun, directeur du département d'Asie du Sud-Est de l'Université de Pékin et Yang Baoyun, *Zhongguo yu zhoubianguojia guanxi de xin fazhan*, automne 2004, article non publié.

présentes, mais également en raison d'intérêts stratégiques plus larges qui dépassent aujourd'hui la simple question des liens avec Taiwan.²²

Du côté chinois, on trouve une volonté de renforcer les liens de sécurité, y compris militaire, avec les pays de la région et de contourner en organisant son propre forum concurrent de sécurité à Pékin, les formats de dialogue qui lui sont défavorables comme le dialogue Shangri-la dont l'agenda, selon les analystes chinois, est contrôlé par les Etats-Unis, ou de manipuler les formats auxquels Pékin participe comme les sommets annuels de l'ARF dont le caractère non contraignant correspond mieux aux intérêts de la RPC.²³

Pour s'imposer, la Chine met également en avant un « nouveau concept de sécurité » (*xin anquan guan*) fondé sur la confiance commune, l'intérêt commun et l'égalité, (*huxin, huli, pingdeng*) censé s'opposer aux « principes hérités de la guerre froide », qui fondent le réseau d'alliances bilatérales mis en place par les Etats-Unis, mais en réalité très proche des cinq principes de la coexistence pacifique eux-mêmes issus de cette même guerre froide. Dans cet objectif, la Chine est par ailleurs de plus en plus active au sein de toutes les instances multilatérales, cherchant à constituer un réseau d'alliances comme lors du dernier sommet de l'APEC à Santiago du Chili, au mois de novembre 2004.

Pékin cherche donc aujourd'hui à obtenir une adhésion active à ses thèses de la part des pays d'Asie du Sud-Est, ce qui place ces derniers dans une position inconfortable contribuant au sentiment de méfiance qui existe dans la région vis-à-vis des objectifs chinois. Ainsi, Singapour a été fermement critiqué par Pékin en raison de son orientation trop « proaméricaine » et il semble que la RPC attende avec impatience la succession de l'actuel Premier ministre jugé insuffisamment « prochinois », contrairement à Lee Kwan Yew ou à son héritier.

²² Rappelons que Singapour a des accords de coopération avec Taiwan pour l'entraînement de ses troupes et que Pékin vient de faire une offre du même type au gouvernement singapourien. Entretiens avec Lam Peng-Er, East Asian Institute, University of Singapore, Wilton Park, octobre 2004.

²³ C'est dans cette logique qu'a été organisé à Pékin au mois de novembre 2004 le premier « Forum de sécurité » de Pékin réunissant la RPC et les pays d'Asie du Sud-Est.

Pékin s'est également déclaré très hostile aux projets américains de *Regional Maritime Security Initiative* lancé par l'Amiral Fargo, Commandant du US Pacific Command, au mois de mars 2004. Pour Pékin la justification de la lutte anti-terroriste ne sert en réalité qu'à masquer une stratégie de puissance des Etats-Unis, dont l'unique objectif serait de contenir la montée en puissance de la RPC, en faisant notamment peser sur Pékin la menace d'un blocage de ses voies d'approvisionnement énergétique passant par le détroit de Malacca.²⁴

A Singapour, certains s'inquiètent déjà d'un renforcement trop étroit des liens de sécurité avec les Etats-Unis qui pourraient faire du port de Singapour et de ses installations militaires une cible en cas de conflit entre la Chine et les Etats-Unis sur la question de Taiwan.²⁵ Si les pays de la région ne souhaitent pas s'opposer frontalement à la RPC et souhaitent au contraire préserver un certain équilibre en tirant profit d'éventuelles opportunités économiques, ils se trouvent donc aujourd'hui – comme l'ensemble des partenaires de Pékin – confrontés à une demande de plus en plus directe de positionnement clair entre Pékin et Washington. A ce titre, le scénario le plus compliqué pour les pays de la région et notamment pour Singapour serait celui d'un conflit sino-américain sur la question de Taiwan qui augmenterait considérablement les enjeux et l'urgence de ce positionnement.

Pour l'ensemble de ces raisons, et même s'il existe des différences de degré dans la perception de cette menace chinoise diffuse, la Chine constitue donc aussi un facteur pris en compte dans les scénarios d'évolution du paysage stratégique régional. Dans le cas de la Malaisie, si la Chine ne constitue pas une menace immédiate et directe, et si les autorités malaises ont pu être séduites par un discours anti-occidental centré autour du thème des « valeurs asiatiques », la question des revendications chinoises en mer de Chine du Sud n'est pas réglée. L'Indonésie s'inquiète pour sa part des pressions exercées par la Chine sur les

²⁴ Xu Sheng, Tentative Analysis of the Situation in the Malacca Strait, *Guoji Zhanlüe Yanjiu – International Strategic Studies*, CISS, 4-2004.

²⁵ Entretiens avec Tim Huxley, IISS, 23 novembre 2004. Ces craintes s'expriment dans certains think tanks travaillant sur les questions de sécurité et ne semblent pas pour l'heure être reprises au niveau gouvernemental.

pays de la région, enfin pour Singapour, la volonté d'équilibre l'emporte passant notamment par le maintien d'une forte présence américaine dans la région.

- Le facteur américain

L'attitude des puissances concernées à l'égard des Etats-Unis est également marquée par l'ambiguïté, même dans le cas de Singapour avec qui les liens de sécurité sont les plus étroits. Les Etats-Unis sont en effet perçus comme le principal facteur de stabilisation dans la zone, notamment face à la menace « extérieure » de la Chine. A ce titre un minimum de présence et de coopération est accepté. En revanche, les Etats-Unis suscitent un malaise ou une inquiétude à plusieurs niveaux. En ce qui concerne la menace « interne » du terrorisme islamique, les analyses et les méthodes de solution divergent, particulièrement dans le cas de la Malaisie et de l'Indonésie.

Par ailleurs, même considérés comme indispensables, les Etats-Unis sont également perçus comme une puissance d'ingérence externe assimilée à un pouvoir « occidental » idéologiquement rejeté dans le discours du pouvoir notamment en Malaisie où le rejet des valeurs occidentales fait partie du processus d'identification nationale. En Indonésie, nombre d'analystes considèrent également que les menaces de « pressions extérieures » de la part d'une coalition américano-australienne, en vue par exemple de la sécession d'une partie du territoire, sont à prendre au sérieux et justifient par exemple des programmes d'acquisition de missiles SAM.²⁶

La vision stratégique des Etats-Unis concernant l'Asie du Sud-Est ne correspond en effet pas exactement aux attentes locales. Pour Washington, l'Asie du Sud-Est, et particulièrement l'Asie du Sud-Est maritime, constitue l'un des fronts de la guerre contre le terrorisme qui menace directement les intérêts des Etats-Unis. Le commandement du Pacifique des forces

²⁶ Entretien avec Tim Huxley, IISS, 24 octobre 2004.

américaines a donc défini quatre missions prioritaires, dont certaines concernent directement la région. La première est celle de la guerre contre le terrorisme ; la seconde la stabilité dans la péninsule coréenne ; la troisième la prise en compte de la montée en puissance de la Chine ; et la quatrième la transformation à moyen terme de la structure des forces américaines dans le Pacifique dans le sens d'une plus grande intégration de ces forces à la stratégie globale des Etats-Unis. Dans ce cadre, le rôle de l'Asie du Sud-Est à la fois comme base d'opération des forces spéciales et centre logistique entre le Pacifique et l'océan Indien devrait se voir renforcé.²⁷ Dans un premier temps, le rôle de Singapour, société technologiquement développée, stable, disposant de facilités portuaires importantes et occupant une position géographique clef se verrait encore renforcé, ce que reflètent les accords conclus concernant l'utilisation de la base navale de Changi.

En ce qui concerne l'Indonésie et la Malaisie, en dépit des réticences locales, des formes de coopération se sont également mises en place, particulièrement après les attentats de Bali en 2003. Un programme d'entraînement des forces locales, sur le modèle philippin a été mis en place avec l'ouverture de centres de formation à la lutte antiterroriste financés par les Etats-Unis à Kuala Lumpur et à Jakarta, ceci en dépit d'un discours officiel hostile et d'une opinion publique réticente, notamment en Malaisie. Si Jakarta et Kuala Lumpur se sont montrés dans un premier temps très hostiles aux propositions américaines de Regional Maritime Security Initiative, il semble que la position de ces deux pays se soit assouplie. Les discussions se poursuivent, concernant notamment l'échange de renseignement.

Mais en dépit de la prise en compte progressive d'une menace terroriste réelle, particulièrement après les attentats de Bali et de Jakarta, les pays d'Asie du Sud-Est contestent la hiérarchisation des missions définies par le commandement du Pacifique. En ce qui concerne la menace terroriste, nous avons vu que les puissances régionales, face à un

²⁷ General Karl Eikenberry, directeur du Strategic Planning and Policy, Pacific Command, Hawaii, entretiens, Wilton Park, octobre 2004.

problème qui touche aux équilibres internes des sociétés locales, tendent à adopter une attitude plus prudente, notamment en ce qui concerne la désignation d'une menace « islamiste » qui pourrait fragiliser l'identité des pays impliqués. Mais cette prudence est parfois assimilée à Washington comme un refus d'engagement véritable.

Concrètement, cette méfiance se traduit par une réticence, de la part de la Malaisie et de l'Indonésie, devant l'engagement de marines étrangères, sous forme d'envoi de forces spéciales de lutte antiterroriste par exemple, assimilé à une ingérence dans la gestion de la sécurité du détroit de Malacca, sous prétexte d'une menace terroriste aux conséquences globales.²⁸ Toutefois, la position des gouvernements malaisien et indonésien a considérablement évolué au cours de ces derniers mois. Dans le cadre de l'accord à cinq,²⁹ des exercices de sécurité antiterroristes ont été organisés dans le détroit de Malacca incluant l'Indonésie comme observateur et, au mois de juillet 2004, des patrouilles communes ont été mises en place par l'Indonésie, la Malaisie et Singapour.

Mais les limites de l'intervention américaine en Irak ont renforcé la position de ceux qui considèrent qu'aux stratégies unilatérales et unidimensionnelles des Etats-Unis, qui mènent à une impasse, doivent être opposées des stratégies plus multilatérales et multidimensionnelles allant au-delà des réponses militaires. A l'échelle régionale, les réponses collectives aux questions de sécurité demeurent toutefois très limitées.

II. Les politiques de sécurité mises en place face à ces menaces

Pour répondre à l'ensemble des menaces auxquelles sont confrontés les pays d'Asie du Sud-Est et notamment ceux de l'Asie du Sud-Est maritime, plusieurs politiques de défense et de sécurité ont été élaborées au niveau multilatéral mais surtout au niveau national.

²⁸Voir Andrew Tan, Patricia Martinez.

²⁹ *Five powers agreement* qui regroupe la Grande Bretagne, l'Australie, la Nouvelle Zélande Singapour et la Malaisie.

1. Les réponses multilatérales

Au niveau régional, et en dépit de discours mettant en avant une « communauté asiatique prenant la responsabilité de sa propre sécurité »,³⁰ les réponses multilatérales de sécurité demeurent limitées en raison du manque de moyen, de relatives divergences d'analyse et d'intérêts ainsi que des méfiances réciproques qui subsistent. Par ailleurs, cette relative impuissance collective ne fait en réalité que refléter la faiblesse institutionnelle de la région en matière de sécurité. L'ARF qui a toutefois le mérite d'exister et d'offrir un lieu de débats à propos des enjeux de sécurité régionaux, demeure en effet peu contraignant et ne permet pas véritablement de gérer les crises liées aux questions de sécurité.³¹

Du fait de cette impuissance collective, les politiques de sécurité, en dépit de discours souvent opposés, privilégient donc des formes de coopération plus ou moins étroites avec les Etats-Unis, une forme limitée de coopération régionale et surtout des stratégies nationales de développement des capacités militaires lorsque les moyens de le faire existe comme à Singapour.

2. Les réponses nationales

Les politiques nationales de réponse aux menaces nouvelles et plus anciennes reflètent également les divergences d'analyses, de moyens et d'intérêt qui existent entre les trois pays concernés. Dans le cas de l'Indonésie et de la Malaisie, l'un des premiers facteurs de développement des capacités militaire demeure à terme celui des capacités financières, liées à la reprise de la croissance économique. Un certain niveau de consensus semble en effet avoir été atteint quant à la nécessité, pour ces pays, de développer leurs capacités de défense en les adaptant aux menaces intra-régionales et extra-régionales auxquelles ils sont confrontés. Mais

³⁰ Voir Andrew Tan

³¹ Voir Tim Huxley

si on constate en effet une augmentation annuelle du budget de la défense, cette augmentation demeure limitée, particulièrement pour l'Indonésie et dans une moindre mesure la Malaisie.

- Singapour

La politique de défense de Singapour, à tous les niveaux dont notamment celui des moyens engagés et de la mise en oeuvre de coopérations extérieures, est la plus ambitieuse et sans doute la plus efficace en Asie du Sud-Est. Cet état de fait s'explique à la fois par la prise de conscience des menaces nouvelles auxquelles Singapour est confronté, en large part liées aux risques terroristes, mais également par la prise en compte plus ancienne de menaces externes. Enfin la dimension du prestige régional n'est pas non plus absente de cette stratégie de défense ambitieuse à laquelle des moyens importants sont consacrés, légèrement au-dessus de 5% du PIB de Singapour.³²

Face à la menace terroriste, Singapour a élaboré en 2002, après les attentats du 11 septembre, le concept de « défense globale ». Face aux menaces anciennes d'une éventuelle agression de la part de ses voisins, qui constitue toujours l'un des moteurs de la défense singapourienne qui pourrait se voir ainsi renforcée en cas de prise de pouvoir par un parti islamiste radical en Malaisie ou dans une portion du territoire indonésien, la politique de défense de Singapour se veut dissuasive, ce qui passe par la conservation d'une capacité de seconde frappe face à une éventuelle attaque extérieure.

L'accent est donc mis sur le maintien d'une large supériorité technologique - ceci d'autant plus que la proximité avec les Etats-Unis en matière de défense a rendu particulièrement populaire le concept américain de RMA - ainsi que sur la cohérence des armements acquis.³³

A ce titre on peut craindre que le lien entre réflexion sur la RMA et cohérence des

³² Voir annexes.

acquisitions ne débouche sur une mainmise accrue des fournisseurs d'armements américains sur le développement des capacités singapouriennes.³⁴

C'est dans ce contexte que se situe la réflexion sur l'acquisition d'un avion de nouvelle génération qui pourrait être le Rafale, notamment en raison de la tradition de coopération qui s'est progressivement mise en place entre Paris et Singapour. Cette coopération ne se situe en effet pas uniquement au niveau des questions de défense, elle s'est également manifestée, au niveau politique, par l'initiative française en matière de dialogue euro-asiatique et l'intérêt accordé à l'ASEAN, avec la création de l'ASEM en 1996. Toutefois, si Singapour est attaché au renforcement du dialogue euro-asiatique, le poids des questions de sécurité dans la région pourrait aboutir à un renforcement accru des liens avec les Etats-Unis, seuls garants effectifs en dernier recours de la sécurité régionale.

- La Malaisie

Dans le cas de la Malaisie, le facteur des moyens consacrés au développement des capacités de défense est important puisque le budget de la défense ne représente que 3% du PIB et ne connaît qu'une augmentation annuelle modérée. Par ailleurs, la stratégie budgétaire en matière de défense demeure fluctuante sans véritable continuité dans l'effort. Enfin, les acquisitions et le développement des capacités en vue de la mise en place d'un outil de défense plus moderne et plus efficace se caractérise par une relative incohérence. Contre les risques « internes » et ceux liés au terrorisme, le développement des capacités de l'infanterie, de la police, y compris en matière de développement des capacités de lutte anti-terroriste, et de la marine, est privilégié. Mais, parallèlement à cet effort, la Malaisie procède également à des acquisitions de prestige, notamment dans le domaine de l'aviation, mal intégrées à l'outil de défense. Le manque de cohérence se retrouve également au niveau des fournisseurs qui incluent la France,

³⁴ Les liens avec Israël sont également anciens et importants, Tim Huxley.

la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et surtout la Russie et les pays de l'ex bloc soviétique qui pratiquent une stratégie d'exportation à bas coût particulièrement agressive. Dans une logique de rivalité de prestige bilatérale, la Malaisie est donc équipée de Mig 29 russes qui pour le moment sont les seuls à pouvoir rivaliser avec les F 16 singapouriens.

- L'Indonésie

Longtemps centrée quasi exclusivement sur des objectifs de sécurité intérieure et de lutte contre les insurrections « séparatistes », la politique de défense indonésienne pourrait progressivement renforcer sa dimension de sécurité extérieure et notamment maritime. Alors que l'espace maritime indonésien est particulièrement mal contrôlé, et se trouve être le théâtre de plus de 25 % des actes de piraterie officiellement recensés en 2003 dans le monde, les menaces insurrectionnelles ont eu tendance à se réduire notamment avec la solution de la question de Timor oriental.

En revanche, si les missions des forces armées indonésiennes se diversifient, les moyens demeurent limités, ne représentant que 1,02 % du PIB en 2003, ce qui pèse sur la modernisation de l'outil de défense et influe sur la bonne « gouvernance » des forces armées indonésiennes, notamment en terme de lutte contre la corruption.

Enfin, si les moyens sont limités, la rationalité de leur utilisation, n'apparaît pas toujours comme le premier facteur des stratégies d'acquisition, avec en particulier l'acquisition récente de S 30 russes d'une utilité très relative. De même l'Indonésie s'intéresserait au renforcement d'une capacité balistique destinée à renforcer les capacités d'interdiction d'ingérence de Jakarta face à d'éventuelles pressions australiennes ou américaines.³⁵

Mais, au-delà des projets d'acquisition, dans le cas de l'Indonésie comme dans celui de la Malaisie, les besoins de formation et de mise à niveau des personnels sont également très

³⁵ Entretiens avec Tim Huxley, IISS, 23 novembre 2004.

importants et peuvent ouvrir la voie, si l'offre en est faite, à des coopérations avec des puissances autres que les Etats-Unis.

III. Quels scénarios d'évolution ? Tentative d'analyse prospective

Les scénarios d'évolution des équilibres stratégiques régionaux, selon un classement qui irait du plus au moins déstabilisateur, dépendent de plusieurs facteurs d'ordre interne et externe à la région.

- Montée en puissance de la Chine et aggravation de la rivalité sino-américaine

Parmi les facteurs d'ordre externe on peut citer la montée en puissance agressive de la Chine et le renforcement de la rivalité sino-américaine en Asie, notamment autour de la question du contrôle des voies de communication maritimes. Dans ce cas, on pourrait assister à une prise en charge de la sécurité de la zone par des acteurs extérieurs selon un modèle qui était celui de la guerre froide et de la division en deux blocs entre les Etats-Unis et l'URSS.

Dans cette configuration, des lignes de fracture s'étendent entre les pays de la région Asie du Sud-Est, en fonction du partenaire privilégié, chinois ou américain. Dans cette configuration, l'ouverture à d'autres partenariats extérieurs pourrait être souhaitée par les pays de la région mais difficile à mettre en œuvre. En revanche, les risques liés au terrorisme islamique et aux trafics pourraient se voir réduits en raison d'un contrôle plus strict des questions de défense dans la région par des acteurs extérieurs fortement impliqués. La probabilité de ce type de scénario est difficile à évaluer, elle n'est sans doute pas totalement nulle, en revanche elle ne répond pas aux intérêts objectifs à long terme de la RPC qui veut privilégier la poursuite d'un développement économique garant de stabilité pour le régime.

- La mise en place de régimes islamistes radicaux

Un autre facteur, pris en compte à Singapour, pourrait être l'arrivée au pouvoir, à la faveur d'une grave crise sociale et politique, d'un régime islamiste radical, sur le modèle iranien ou Afghan, en Malaisie ou/et dans certaines portions du territoire indonésien. Ce type de scénario entraînerait un profond risque de déstabilisation de la région et au-delà, ainsi qu'une montée en puissance du développement des capacités de défense d'Etats menacés comme Singapour.

On peut également supposer que les puissances extérieures, au premier rang desquelles les Etats-Unis, mais en conjonction avec d'autres puissances régionales, parmi lesquelles la Chine, tenteraient de garantir au moins une liberté de circulation maritime dans la zone. Si elle ne peut être totalement exclue, l'éventualité de ce type de scénario est fortement niée par les analystes régionaux qui veulent mettre en avant, particulièrement dans le cas de la Malaisie, les facteurs récents de stabilité et de cohésion sociale.

L'influence du PAS a en effet reculé en Malaisie lors des dernières élections législatives, mais ces mêmes analystes reconnaissent qu'une montée des tensions sociales et des rancœurs contre un pouvoir corrompu, surtout si la croissance économique devait ralentir, pourraient favoriser ce type de scénario.

En Indonésie, la mobilisation renforcée dans la lutte contre le terrorisme depuis 2002 avec l'adoption de lois antiterroristes, mobilisation qui devrait se voir confirmée avec l'arrivée au pouvoir du général Yudhono, très proche des Etats-Unis et de la CIA, ne pourra que limiter le risque de réalisation de ce type de scénario.³⁶ Mais s'il se réalisait, le scénario de l'instauration de régimes islamistes radicaux en Indonésie et en Malaisie ne pourrait, comme le précédent, que nuire à la cohésion régionale.

³⁶ C'est notamment l'opinion d'analystes du IISS de Londres.

- La tentation anti-démocratique

A l'inverse, la montée des tensions liées au risque terroriste pourrait provoquer une radicalisation anti-démocratique des régimes en place en Malaisie, en Indonésie et à Singapour, aboutissant de ce fait à un renforcement de la cohésion régionale. L'évolution n'a pour le moment pas été orientée dans ce sens et, en dépit de difficultés inévitables de mise en œuvre, les processus d'évolution démocratique se sont poursuivis depuis 1998. Ce type d'évolution politique ne peut donc être considéré comme la menace principale pesant sur la région. En Indonésie, l'élection du général Yudhono n'implique pas obligatoirement une militarisation du régime, mais pourrait déboucher, grâce à l'adhésion de l'armée et à un renforcement de la lutte antiterroriste, sur une plus grande cohésion sociale marquée notamment par le renforcement de l'islam modéré. Le facteur du développement économique sera toutefois déterminant, et à ce titre la montée en puissance de l'économie chinoise pourrait renforcer la vulnérabilité des pays les plus fragiles et les risques de déstabilisation y afférent.

- Le renforcement de la démocratie

Un autre scénario de renforcement de la cohésion régionale, pourrait au contraire consister à envisager un renforcement des structures démocratiques, une stabilisation des menaces et la montée en puissance des structures collectives de gestion des menaces. Pour séduisant qu'il soit, ce scénario n'apparaît probable qu'à plus long terme, encore une fois si le développement économique se poursuit.

- Le statu quo

Le scénario le plus probable ira sans doute dans le sens du maintien du statu quo, au moins à court terme, avec une prise en charge accrue des risques liés au terrorisme islamique. Les transitions politiques que les trois pays concernés connaissent ou ont connu ne devraient pas

non plus entraîner, à court terme, de modification majeure des politiques de défense, en raison notamment de la permanence des risques auxquels ces pays sont confrontés, même si, dans le cas de l'Indonésie et de la Malaisie, on peut espérer une meilleure rationalisation des politiques de défense et d'acquisition. Dans les trois cas étudiés, mais particulièrement dans ceux de la Malaisie et de l'Indonésie, l'élément clef restera toutefois celui des capacités financières, avant même sans doute celui de la prise en compte des menaces.

Conclusion

L'ensemble de la région demeure caractérisée par un climat d'incertitude et la persistance de risques d'instabilité. Les trois pays concernés, en dépit de moyens limités et de politique de modernisation des capacités de défense parfois peu cohérentes, ont pris conscience de la nécessité de prendre en compte, dans l'élaboration des politiques de défense et de sécurité, à la fois les menaces anciennes qui n'ont pas disparu mais également des risques plus récents et plus immédiats qui touchent notamment à la sécurité maritime.

Dans ce cadre, les Etats-Unis s'imposent comme partenaire privilégié, en dépit de nombreuses réticences, en raison de leur capacité d'engagement militaire dans la région, traduit en terme d'efficacité immédiate.

La volonté de se dégager d'une trop grande dépendance et de préserver d'autres partenariats favorise cependant l'ouverture à des acteurs extérieurs comme la France, avec lesquels par ailleurs des partenariats anciens existent.

Face à cette attente plus ou moins directement exprimée, le rôle stabilisateur de la mise en place de coopérations bilatérales, particulièrement sur les questions de défense de sécurité et en matière de formation des personnels doit être pris en compte, notamment dans le cas de puissance en voie de stabilisation comme l'Indonésie. Avec Singapour, la poursuite d'une coopération ancienne et riche doit également permettre de préserver une relative marge

d'action européenne dans la zone, y compris au niveau politique. L'étroitesse des liens de sécurité, renforcée par la montée en puissance des menaces pourrait toutefois rendre plus difficile la mise en place de cette coopération.

Dans le cas de la Malaisie, la concurrence de fournisseurs en apparence plus compétitifs comme la Russie et les ex-pays de l'est-européen pourrait limiter les possibilités de coopération. Mais dans le cas de la Malaisie comme dans celui de l'Indonésie, le volet de la formation des personnels constitue un élément sans doute essentiel – et par ailleurs très fortement stabilisateur - pour la mise en place d'un cadre solide d'échange.

Pour l'ensemble de ces raisons, le développement des échanges avec la France, y compris dans le domaine des équipements militaires peut apparaître comme essentiellement bénéfique pour l'ensemble de la région.

Annexes

I. Indications statistiques³⁷

- **Indonésie**

PIB : 172 911³⁸

PIB/h : 797³⁹

Croissance : 3,8%

Budget de la défense : 1800⁴⁰

% du PIB : 1,02%

évolution : 3,9%

- **Malaisie**

PIB : 94 900

PIB/h : 3889

Croissance : 4,3%

Budget de la défense : 2900

% du PIB : 3,09%

évolution : 2,67%

- **Singapour**

PIB : 86969

PIB/h : 20707

³⁷ *L'année Stratégique 2005*, Iris-Armand Colin, Paris, 2004.

³⁸ En millions de dollars.

³⁹ En dollars

⁴⁰ En millions de dollars

Croissance : 0,8%

Budget de la défense : 4700

% du PIB : 5,34%

évolution : 0,0%

II. Textes des interventions

- Ross Worthington

Strategies of governance & prospects for the future in Singapore

- Patricia A. Martinez, Ph.D., Senior Research Fellow, Asia-Europe Institute, University of Malaya, Malaysia

Destabilising Factors and the Evolution of the Political Situation Malaysia

- Tim Huxley, International Institute for Strategic Studies, London/Singapore

General security issues in the region and the defence policies of Singapore, Malaysia and Indonesia

- Andrew Tan

Non-Traditional Security Issues and Terrorism : What Answers for the Region